

## SAINT-DENIS

# Coup de colère à Bellepierre

La route de Bellepierre a été barrée un peu moins d'une heure hier matin par une vingtaine d'habitants du quartier réclamant un emploi à la municipalité. Ils ont été reçus par l'adjoint au maire, Jean-Claude Fidji.

Une vingtaine d'habitants de Bellepierre ont bloqué hier matin durant un peu moins d'une heure la route d'accès à leur quartier, tout en imposant la fermeture de la mairie annexe, située juste en face de leur barage.

Ils réclamaient une réponse du conseiller municipal et élu du quartier Jean-Claude Fidji, auquel ils avaient confié le 8 avril dernier une liste d'une dizaine de noms, assortie de la mission de leur « trouver un emploi ».

Ces mêmes manifestants – des jeunes, mais aussi des mères de famille – avaient déjà investi les lieux la semaine précédente, sans pour autant barrer la route.

La Police nationale et la police municipale parvenait à convaincre les manifestants de rouvrir la chaussée aux voitures. Ils continuaient cependant de manifester devant la mairie annexe jusqu'en fin de matinée.

« On veut un contrat de travail. Depuis 2008, on est derrière le maire et son adjoint de quar-

tier, Jean-Claude Fidji. Mais ils nous prennent pour leurs marionnettes », s'exclame une quarantenaire, déplorant que la municipalité « donne du travail et des contrats d'avenir à des gens de moins de 25 ans, mais pas au-delà ». « Passé cet âge-là, il n'y a plus rien », soutient-elle. Sa voisine, pour sa part, arbore sur un carton le message suivant : « Chac1 dans zot secteur, mais demoune Sainte-Suzanne travaille dans Bellepierre »... « On est des militants du canton. Faut arrêter de promettre ; maintenant, il faut donner ce qui a été promis », lance-t-elle, avant de s'insurger : « On trouve dans les écoles de Bellepierre des taties qui viennent de Saint-André. C'est pas normal ! C'est nous qui militons, qui bougeons. Et ce sont des gens d'ailleurs qui obtiennent ces places ».

Un animateur du Club Animation Prévention (Cap) avoue « comprendre » la colère des manifestants. « Ils sont obligés de passer par ces manifs paci-

fiques pour espérer peut-être trouver un travail. Ces gens sont de simples spectateurs dans leur propre quartier. Ils voient des entreprises venues d'autres communes nettoyer le secteur. Parmi leurs salariés, il n'y a personne de Bellepierre ».

« Faut voir ces jeunes se lever à 8 heures le matin, mendier un café chez leur tante ou chez leur voisin, et commencer leur journée par ne rien faire », lance un de ses collègues, lui-même originaire de Bellepierre.

## L'élu du quartier reçoit les manifestants

« Parce qu'ils n'ont réellement rien à faire ! Ils vivent dans un désert social. Sur 1 000 jeunes en difficulté, on en prend 15 pour faire un chantier d'insertion. Certes, ce n'est pas à la mairie de donner du travail aux gens. Mais ces gens qui cherchent un

boulot, ils reviendront demain, pour s'adresser à la seule autorité qu'ils connaissent : le maire, ou l'adjoint du quartier. C'est comme cela. Et le risque, c'est que la violence aille crescendo. On dira alors que ce sont des voyous ! Mais ce sont juste des personnes qui veulent qu'on s'occupe d'elles. Des jeunes et des moins jeunes qui veulent du boulot. S'ils sont occupés, s'ils ont un emploi et la vie sociale qui en découle, ce sont des gens comme vous et moi », s'exclame ce travailleur social.

Peu après 10 heures, l'élu du quartier Jean-Claude Fidji recevait la vingtaine de manifestants dans la salle de conférence de la mairie annexe. Avant la fin de matinée, l'élu et le directeur de cabinet du maire, Joël Périgaud accompagnaient huit femmes de plus de 25 ans au Pôle emploi du Moufia.

Les jeunes, pour leur part, seront présentés à la Mission locale Nord. « On ne peut pas donner directement des emplois. On peut cependant faire le rapprochement avec la Mission

Locale Nord et nous appuyer sur les quelque 300 emplois d'avenir co-financés par la commune », souligne le directeur de cabinet du maire.

« On a encore d'autres solutions. On sait par exemple qu'une entreprise spécialisée dans l'entretien des espaces verts cherche des manœuvres ? On peut les mettre en liaison avec le patron ». Au moins deux jeunes décrochaient ainsi un rendez-vous hier après-midi avec le dirigeant d'une société.

Pascal NEAU

## « Y'en a marre de ramer » !

A 22 ans, Ivan « en a marre de ramer ». « Je voulais travailler comme cuisinier. J'ai bossé un an au Roland Garros, au Barachois. Puis 3 mois aux Trois Merveilles de Sainte-Clotilde, et encore deux mois dans un restaurant chinois du centre-ville... Je me suis refait des épaules pendant une saison de vendanges en France. Je me retrouve là malgré tout, sans rien », s'exclame-t-il.

A ses côtés, son camarade revendique un CAP de peintre en bâtiment. « Comme Ivan, je galère. Je me suis débrouillé seul pour aller en métropole.

J'habitais Valence d'Agén. J'avais trouvé un boulot à Agén, comme intérimaire. Ça a duré huit mois. Je suis allé chercher du travail sur Lyon. J'ai été obligé de rentrer, pour des histoires de famille. J'ai envie de retourner bosser là-bas », explique-t-il.

A 24 ans, Loïc, lui, est encore très fier de ses 16,5/20 de moyenne au lycée. « La meilleure note de tout le CAP de peintre en bâtiment. Et puis, j'ai passé l'équivalent du CAP-BEP en élagage. Faut savoir que maintenant, il est interdit de travailler dans les arbres sans ce diplôme ! J'ai cherché du boulot

dans toute l'île. J'ai une voiture. Je suis prêt à travailler n'importe où. Mais toutes les sociétés réclament au minimum deux ans d'expérience. Comment un jeune peut-il avoir une chance de travailler si aucun employeur ne consent à le prendre ne serait-ce qu'un mois à l'essai sur le terrain, pour voir ce qu'il vaut », lance Loïc.

« Ils craignent qu'on ne songe qu'à s'amuser, ou quoi ? Qu'on veuille juste prendre l'argent ? Qu'ils nous laissent au moins la possibilité de leur prouver que ce n'est pas vrai », clame le jeune homme.



De jeunes habitants du quartier, mais aussi des mères de famille ont bloqué la route tôt le matin, avant de poursuivre leur manifestation devant la mairie, restée fermée toute la matinée. (Photo Emmanuel Grondin)

## ASSOCIATION MED'OCÉAN

# L'indépendance en question

Six mois après la première édition, l'association Méd'Océan organise une nouvelle Journée internationale de l'indépendance médicale.

« La "liberté" de prescrire... pour (re) devenir crédible... cette question sera au cœur de la 2<sup>e</sup> Journée internationale de l'indépendance médicale qu'organise, le 1<sup>er</sup> juin prochain, l'association Méd'Océan.

L'« indépendance » médicale doit s'entendre sous plusieurs aspects, explique le Dr Philippe de Chazournes, président de Méd'Océan : vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique ; de l'Assurance maladie – à laquelle il est reproché d'afficher, à travers le « contrat de performance » des médecins des préoccupations comptables « pas forcément dans l'intérêt du patient » ; des patients eux-mêmes, tentés de peser sur les prescriptions ; et même de la Haute autorité de santé (HAS), dont les « recommandations » n'ont, dans le passé, pas toujours été exemptes de conflits d'intérêt.

Le Dr de Chazournes la juge toutefois « beaucoup plus crédible qu'il y a un an ». Un signe, à ses yeux, que la première Journée de l'indépendance médicale, le 1<sup>er</sup> décembre 2012, où il avait réussi à faire venir le Pr Jean-Luc Harousseau en personne, « a laissé des traces ».

Lors de cette nouvelle journée – seulement six mois après pour « surfer sur la vague » –, le président de la HAS interviendra



Le Dr Philippe de Chazournes.

de nouveau, cette fois par visioconférence, de même que le président de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), le Pr Dominique Marinchi et quelques autres intervenants.

### « Surfer sur la vague »

Le colloque sera marqué par la présence du Dr Irène Frachon, la pneumologue qui a révélé le scandale du Mediator, et d'un journaliste canadien spécialisé, Alan Cassels. Il se déroulera « sous l'autorité » de quatre intervenants locaux : la vice-procureure du tribunal de Saint-Denis, Danielle Braud, la présidente du Cercle philosophique de La Réunion, Aude-Emmanuelle Hoareau, le vice-prési-

dent de l'Espace éthique régional, le Dr Bruno Bourgeon, et le président de l'Association des insuffisants rénaux de La Réunion, Hugues Hoareau.

La Journée se tiendra dans un amphithéâtre du campus du Moufia. La matinée (9h30-12h30) sera consacrée au patient et au médicament, en France et ailleurs, avec une session d'une heure en anglais (avec traduction) ; l'après-midi (14h-18h) traitera, par visioconférence, des rapports entre parlementaires et médicaments. « L'ensemble des députés ont reçu une invitation à se connecter afin de participer à nos débats », indique le Dr de Chazournes.

Le président de Méd'Océan espère attirer 250 participants : professionnels de santé, institutionnels, politiques mais aussi grand public, notamment à travers les associations de patients. Il se flatte aussi d'avoir monté sa manifestation, comme l'an passé, avec un « budget zéro », sans subvention. Les participants seront néanmoins invités à verser une cotisation scellant leur « acte de militantisme citoyen ».

H.S.

(\*) Informations sur le site [www.medocean.re](http://www.medocean.re), où le public est invité à signer une pétition revendiquant « une (in) formation médicale éthique, crédible, valide et indépendante ».

## SAINT-PIERRE

# Chanteurs engagés au collège

Une classe de 3<sup>e</sup> du collège des Tamarins rencontrait hier Thierry Gauliris dans le cadre d'un programme de « découverte de la chanson engagée » organisée par le Bato Fou.

« Marmay lontan », « Pèsér », « Mang Salé », trois chansons de Baster sur lesquelles les élèves de 3<sup>e</sup> du collège des Tamarins ont interrogé hier Thierry Gauliris. « Je chante cette chanson depuis 1988, je l'ai créée un jour en rentrant de Frédéline », dit-il. « Marmay lontan » est inspiré de sa propre enfance dans le quartier de Basse-Terre.

« Il n'y avait pas beaucoup d'activités culturelles. Quand on rentrait de l'école, on allait dans les champs chercher de l'herbe pour les animaux. On jouait à la roue, on allait chercher des tamarins à Frédéline, on capturait des oiseaux avec de la colle – aujourd'hui je leur donne à manger », raconte l'artiste.

Il explique aussi aux collégiens que s'il compose la musique, il fait souvent appel à un auteur pour les textes. D'ailleurs « Pèsér », « qui relate la vie difficile d'un pêcheur qui travaille dur pour ses enfants », a été écrit par Brigitte Joron.

Cette rencontre a été initiée par le Bato Fou, en partenariat avec la délégation académique à l'action culturelle et à l'éducation artistique (DAAC) et la direction



Des élèves de 3<sup>e</sup> du collège des Tamarins ont pu discuter des textes de Baster avec Thierry Gauliris. (Photo Jean-Claude Feing)

des affaires culturelles océan indien (DAC OI) pour faire découvrir aux collégiens et lycéens la chanson engagée réunionnaise.

Ainsi, il y a une quinzaine de jours, les élèves du collège des Tamarins ont pu rencontrer Gilbert Pounia.

Depuis l'année dernière, alors qu'ils étaient en 4<sup>e</sup>, ces élèves travaillent sur l'histoire de La Réunion avec leurs enseignantes de français, d'histoire-géographie et la documentaliste. « Cette année on est plus sur la partie littéraire et artistique. Avec Gil-

bert Pounia nous avons plus mis en avant l'engagement pour la culture et la langue créole. Avec Thierry Gauliris c'est plus axé sur la nourriture, les jeux lontan, les métiers, c'est un travail sur les mémoires », explique Sylvie Félix, documentaliste, en soulignant que les élèves ont préalablement étudié les textes.

Le Bato Fou organisera d'autres rencontres au collège Michel Debré de la Plaine-des-Cafres et au lycée professionnel de Roches-Maigres à Saint-Louis avec Alex Sorres et Davy Sicard.

P.E.